

Québec français



Le conflit linguistique en Acadie

Gérard Snow

Number 60, December 1985

L'Acadie : littérature et culture

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/50582ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Publications Québec français

ISSN

0316-2052 (print)

1923-5119 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Snow, G. (1985). Le conflit linguistique en Acadie. *Québec français*, (60), 54–55.

Le conflit linguistique en Acadie



gérard snow

Nous sommes à Moncton, au Nouveau-Brunswick. Plus de 700 citoyens de la région remplissent la grande salle de la **Dr. L. Bernice Macnaughton High School**. L'atmosphère est chaude, bruyante, tendue. La dernière d'une série de séances publiques d'information tenues par le Comité consultatif provincial sur les langues officielles va bientôt commencer.

La presse nous a promis un beau spectacle. Dans la région de la Miramichi, un peu plus au nord, on a lancé des œufs.

La prédiction se réalise. Les journalistes sont au paradis. Les questions pleuvent, agressives, de la bouche des participants anglophones, venus plus pour se vider le cœur que pour s'informer.

On a manqué d'écouteurs pour la traduction simultanée. Un participant francophone de l'assemblée demande qu'on lui traduise une des questions. « **Go back to Quebec where you belong!** » « **Speak Canadian or go back to France!** » Applaudissements.

Non, nous ne sommes pas en 1968, à l'époque du maire Jones. Nous sommes à l'automne 1984, quinze ans après l'introduction du bilinguisme officiel au Nouveau-Brunswick.

On croyait pourtant avoir fait du progrès. Après tout, la proclamation de l'égalité des deux langues officielles n'avait-elle pas pour principal objet de sensibiliser la population ? Le gouvernement avait mis à entirelyment là-dessus, refusant d'inscrire dans la loi quelque mesure contraignante que ce soit. Les attitudes ont-elles changé ?

Plusieurs le croyaient, y compris le Premier ministre Richard Hatfield, qui, quelques années plut  t, avait jugé le moment opportun de procéder à une réforme en profondeur du régime de bilinguisme officiel et de l'appareil gouvernemental pour mieux reconnaître, dans

les faits, la composition linguistique de la population de sa province. Poussé par son lieutenant francophone, l'ancien ministre Jean-Maurice Simard, il avait commencé par faire voter la **Loi reconnaissant l'égalité des deux communautés linguistiques officielles au Nouveau-Brunswick**, par laquelle le gouvernement s'engageait moralement à tenir compte, dans toute son action, de la spécificité de chacun des deux groupes linguistiques, et reconnaissant le droit de chacun d'eux à des institutions culturelles, éducatives et sociales propres. Il avait fait hisser le drapeau acadien au mât de l'édifice de la Législation. Il avait fait inscrire dans la nouvelle **Charte canadienne des droits et libertés** le régime néo-brunswickois de bilinguisme officiel. Il avait commandé une étude du régime linguistique actuel, qui devait aboutir au rapport Poirier-Bastarache. Enfin, il avait institué le Comité consultatif provincial sur les langues officielles, chargé de sonder l'opinion publique au sujet des recommandations du rapport Poirier-Bastarache.

Les audiences du Comité consultatif provincial sur les langues officielles nous auront révélé le peu de progrès accompli au cours des quinze dernières années au point de vue des attitudes de nos concitoyens anglophones. Mais, en même temps, elles auront servi à confirmer, une fois de plus, le degré de solidarité et de tenacit  qui caractérise depuis des siècles le peuple acadien.

Or, le Comité consultatif s'apprêtait à s'exécuter lorsqu'il se rendit compte que la population ignorait pratiquement tout non seulement du rapport Poirier-Bastarache, mais de l'ensemble du régime linguistique. Se ravisant, le Comité décida de procéder dans un premier temps à une série de séances d'information.

Le résultat de cette initiative, comme nous venons de voir, fut des plus décevants. Devant le climat d'hostilité qui marqua les séances d'information, la presse anglophone se joignit aux partis de l'opposition et à plusieurs membres du caucus conservateur pour demander la révocation immédiate du mandat du Comité consultatif, qui ne servait, à leurs yeux, qu'à confronter l'une à l'autre deux collectivités qui avaient vécu jusqu'à maintenant dans l'harmonie.

Monsieur Hatfield ne recula pas devant toutes ces pressions.   l'hiver 1985 eut lieu, comme prévu, la seconde série de séances publiques, dont le but était, cette fois, *non plus d'informer mais de consulter la population*. Des centaines de mémoires furent présentés et défendus. Tous les mémoires francophones appuyaient le rapport Poirier-Bastarache, tandis que, à quelques exceptions près, tous les mémoires anglophones le dénonçaient. Même Salomon, dans toute sa sagesse, aurait bien du mal, maintenant, à proposer un régime linguistique acceptable aux deux collectivités linguistiques du Nouveau-Brunswick.

Qu'y avait-il donc dans ce fameux rapport pour causer tant d'inquiétudes et d'indignation chez nos concitoyens anglophones ? D'abord, à partir d'une enquête menée auprès d'un certain nombre de chefs de file de chacune des deux communautés linguistiques, les auteurs avaient cru déceler chez chacune des deux populations des attitudes radicalement différentes face à leur propre culture et à celle de l'autre communauté linguistique. Pour la plupart des Acadiens du Nouveau-Brunswick, c'était l'évidence même. Mais tout autre fut la réaction du côté anglophone. Rares furent les interventions anglophones qui ne crièrent pas au racisme !

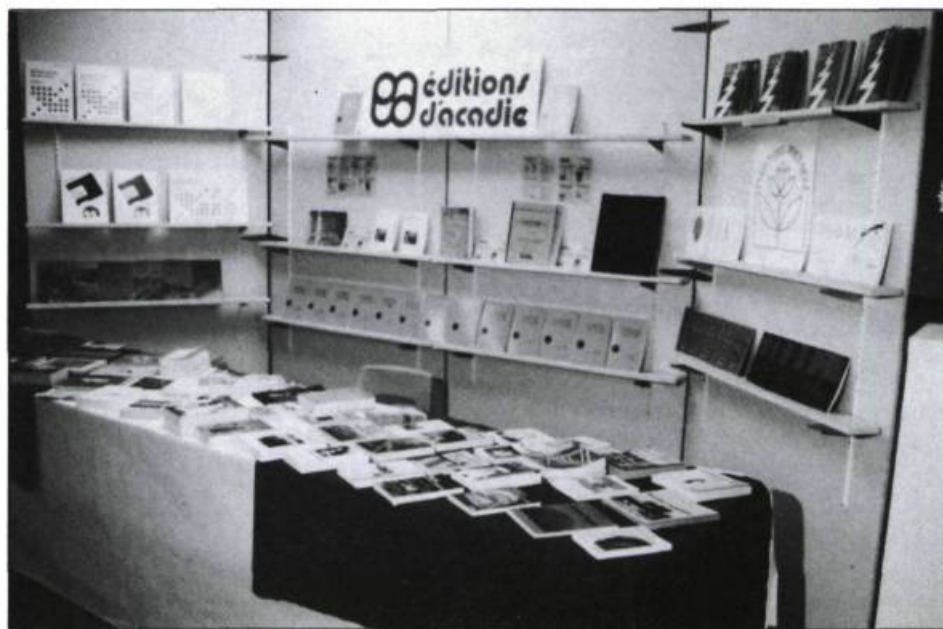
Cette réaction confirme à quel point les attitudes et les perceptions sont différentes d'un groupe linguistique à l'autre.

Publier en Acadie

On n'aurait pas tort de conclure que seul le groupe francophone se perçoit comme une collectivité distincte au plan culturel et social. La population anglophone, quant à elle, veut bien reconnaître le droit à la population francophone de parler sa langue, à des degrés divers bien sûr ; mais elle refuse, dans l'ensemble, d'admettre la dimension sociologique du phénomène. Force nous est de conclure que, si la **Loi reconnaissant l'égalité des deux communautés linguistiques officielles au Nouveau-Brunswick** a été votée à l'unanimité, c'est que la signification véritable et profonde de cette loi a échappé à la plupart des députés.

Au chapitre des recommandations, le rapport Poirier-Bastarache proposait, en définitive, la généralisation à l'ensemble de l'appareil gouvernemental du principe de la dualité linguistique déjà reconnu au ministère de l'Éducation. Les auteurs eurent beau prendre toutes les précautions voulues pour bien expliquer qu'il ne s'agissait pas d'ajouter à chacun des services publics actuels une contrepartie francophone, mais de réaménager l'ensemble de l'appareil administratif pour que les services destinés à la population francophone soient mieux regroupés et que les Acadiens aient meilleure chance de travailler dans leur langue dans la fonction publique et d'accéder à des postes de responsabilité sans avoir à renoncer à leur identité culturelle, ce fut peine perdue. Au nom de l'économie, au nom de la justice sociale, au nom de la bonne entente, la proposition fut rejetée, dénoncée, ridiculisée par l'ensemble de la population anglophone.

Et pourtant, au Nouveau-Brunswick, la population acadienne, fortement concentrée dans certaines régions du nord et de l'est de la province, compte pour plus du tiers de la population. Imaginez, maintenant, la situation de nos frères acadiens des deux autres Provinces maritimes !



Éditions d'Acadie et Éditions Perce-Neige au Salon du Livre de Québec, en 1982.

Publier en Acadie, c'était jusqu'au début des années 1970 une aventure rare, isolée et habituellement indépendante. En effet, les quelques auteurs acadiens d'alors, s'ils ne réussissaient pas à publier leurs ouvrages au Québec dans des maisons d'édition qui ne démontreraient pas alors un intérêt trop tangible pour l'Acadie, faisaient, pour la plupart, paraître leurs œuvres à compte d'auteur aux presses de l'Évangéline, de l'Imprimerie acadienne ou du *Moniteur acadien*.

Les Éditions d'Acadie

La situation a cependant grandement changé depuis le début des années 1970, car il y a maintenant quelques éditeurs en Acadie. Le plus important et le seul organisé de façon professionnelle est sans contredit les **Éditions d'Acadie** qui constituent l'un des catalystes les plus visibles de l'évolution de l'édition, de la production et de la création littéraire en Acadie.

claudio potvin

Fondées en 1972 par un groupe de professeurs du Département des Études françaises de l'Université de Moncton, les Éditions d'Acadie visaient à permettre aux écrivains de l'Acadie de se faire publier chez soi. Cette maison d'édition a fait de Moncton la plaque tournante de l'édition en Acadie. Depuis sa création, plus de soixante-dix écrivains y ont publié environ cent trente ouvrages, englobant des genres aussi variés que l'essai, le roman, la monographie, l'album pour enfants, la poésie, le théâtre, la biographie, le manuel scolaire. Beaucoup d'entre eux ont su profiter des conseils fournis par le comité de lecture des Éditions d'Acadie avant la publication de leurs ouvrages. Cet éditeur joue en effet un rôle d'animation important et remarquable auprès des auteurs en évaluant leurs manuscrits et en les retravaillant de très près avec eux.